

# LA PRESSE EN REVUE...

**MERCREDI 20 AVRIL 2016**

## SOMMAIRE

- 1) Hollande à la traîne
- 2) Les enfants balancent
- 3) Un torrent de réactions
- 4) Je méritais « d'être chassé coups de latte »
- 5) Même eux se rebiffent après El Khomri
- 6) La social-démocratie en crise ...
- 7) La débandade à la Section PS d'Accueil (94)...

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Panique à l'Elysée: Mélenchon talonne Hollande!



Jean-Luc Mélenchon a officialisé sa candidature à la présidentielle. PASCAL GUYOT/AFP



Maurice Szafran  
Editorialiste invité

## Illustration de 2 gauches irréconciliables

**Selon un récent sondage, François Hollande serait dépassé par Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, François Fillon et Bruno Le Maire. Au premier tour de l'élection présidentielle, il retrouverait Jean-Luc Mélenchon à quasi égalité avec lui!**

C'est donc la panique à l'Elysée, la panique au Parti Socialiste, après la publication d'un nouveau sondage TNS-SOFRES. Mais pourquoi celui-ci serait-il plus inquiétant que les précédents, tous catastrophiques pour François Hollande?

Parce que cette étude d'opinion, littéralement apocalyptique, a été réalisée après le pensum télévisé que le président de la République a infligé aux Français, il y a quelques jours. Comme on pouvait s'y attendre, l'effet de cette si ennuyeuse émission s'avère dévastateur.

Première leçon: tandis que Marine Le Pen se qualifie pour le second de tour de la prochaine élection présidentielle quels que soient le cas de figure et ses adversaires, François Hollande est, lui, éliminé, peu importe le candidat de la droite républicaine.

Le président est explosé, détruit, compilé par Alain Juppé -35% contre 13%. Ce n'est plus une surprise puisqu'une partie de l'électorat de gauche, à ce point déçu par le pouvoir hollandais, semble s'être "fixé" sur le maire de Bordeaux. Mais la réalité électorale du chef de l'Etat est pire encore: Nicolas Sarkozy le bat, François Fillon l'élimine et Bruno Le Maire lui aussi le défait.

Le désastre est d'autant plus patent qu'au même moment, Sarkozy, Fillon et Le Maire se traînent dans les sondages mesurant la prochaine primaire de la droite. Les électeurs de droite ne veulent pas d'eux ; cela ne les empêche aucunement de cartonner ... François Hollande.

C'est dire s'il arpenté un chemin de croix qu'aucun autre président de la Ve République n'a jamais subi. Ces claques à répétition sont certes humiliantes pour le chef de l'état, mais, de ce sondage, il est indispensable de tirer une 2e leçon, bien plus préoccupante et significative encore, on ne peut plus cruelle d'ailleurs: désormais, au premier tour de l'élection présidentielle, le score de Jean-Luc Mélenchon égale quasiment celui de François Hollande! Dans un cas de figure - Le Maire candidat de la droite républicaine- Mélenchon passe en tête - 16 points contre 15!

Voilà, précisément, ce qui assomme les proches du président et les principaux dignitaires socialistes, ce qu'ils ne supportent pas: l'apparition d'un phénomène Mélenchon. Un phénomène qui ouvrirait un nouveau gouffre: si cette dynamique prenait du souffle et de l'importance, le leader de la gauche de la gauche pourrait précéder Hollande au premier tour. Un événement politique d'une importance tout à fait considérable.

D'abord parce que le resurgissement du phénomène Mélenchon démontre une nouvelle fois qu'il existe désormais deux gauches, qu'elles sont irréconciliables. Hollande ne peut compter sur cette gauche de gauche, y compris celle qui grandit au sein du PS, pour le rejoindre dans un hypothétique second tour, serait-il face à Marine Le Pen.

La gauche de la gauche le hait! Ensuite, la primaire de la gauche est désormais enterrée, à jamais. Tous les anti-hollandais de gauche, et ils sont nombreux, vont en effet désormais rallier Mélenchon, lequel va devenir intenable...

Ce n'est d'ailleurs pas bien grave puisqu'insupportable, il l'est déjà, Jean-Luc Mélenchon. Il va profiter de cette embellie pour japper davantage encore sur les ... journalistes.

Plus sérieusement, si ce sondage se confirme dans les semaines et les mois à venir, alors Mélenchon aura eu raison envers et contre tous, notamment ses alliés communistes: cela fait longtemps qu'il répète être en mesure de devancer Hollande à l'élection présidentielle. Et s'il avait raison...

## II) Froid, absent, rigide... L'ex-femme et les enfants d'Alain Juppé balancent

Dans un livre à paraître le 6 avril prochain, la journaliste Gaël Tchakaloff a recueilli les témoignages de Christine Leblond, la première femme d'Alain Juppé, et de leurs deux enfants, Marion et Laurent. Ils dressent le portrait d'un homme qui "ne sait pas aimer", contrebalancé toutefois par les propos d'Isabelle, sa deuxième femme, qui le décrit comme "un buisson ardent".



Alain Juppé : il a les oreilles qui sifflent...Photo SIPA

A l'approche de la primaire à droite, voilà un ouvrage qui risque d'écorner l'image d'Alain Juppé. Dans *Lapins et Merveille*, 18 mois ferme avec Alain Juppé, à paraître le 6 avril chez Flammarion, et dont *L'Express* dévoile les bonnes feuilles, la journaliste Gaël Tchakaloff lève le voile sur l'intimité de l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac.

Elle a notamment interrogé Christine Leblond, sa première épouse, et mère de ses deux premiers enfants, Marion et Laurent. "La relation d'Alain avec l'amour est compliquée, nous avons eu une relation passionnelle, passionnée, mais ensuite quand on vit avec lui, il ne sait pas comment aimer", explique celle qui a épousé le maire de Bordeaux le 30 juin 1965.

**"J'ai l'impression de n'avoir reçu aucune affection"**

Gaël Tchakaloff donne également la parole à Marion, 43 ans, et Laurent, 49 ans. "L'amour et les sentiments, on n'en parle jamais (...) J'ai l'impression de n'avoir reçu aucune affection de sa part, dans l'enfance", explique la première. L'impression d'avoir eu un père trop froid, trop absent, super-rigide, qui n'était pas intéressé par les enfants, même si maintenant je sais, je suis persuadée qu'il m'a aimée.

Pour le second, Alain Juppé est "un être solitaire" : "Les amis, ce n'est pas important pour lui. La famille si. Je lui ai présenté certains de mes amis mais il ne s'en souvient pas, il ne se souvient déjà pas des siens", dit-il.

Un portrait contrebalancé par les propos d'Isabelle, la deuxième femme de l'homme politique, qu'il a épousé en 1993 et avec laquelle il a eu une fille, Clara, en 1995. Celle qui le qualifie de "buisson ardent", affirme qu'il peut donner "l'impression d'une certaine arrogance ou d'une certaine distance, mais cette apparente froideur est celle du regard des autres. Elle s'explique par le fait qu'Alain est un personnage qui impressionne, qui intimide."

L'intéressé, lui, avoue à la journaliste : "Ma terreur, c'est de vivre seul."

metronews.fr

## III) NuitDebout réagit après la polémique Finkielkraut: «Ne sous-estimons pas l'intelligence collective»

**REPORTAGE** Récupérée par la droite et l'extrême droite et condamnée par la gauche, la séquence du départ mouvementé d'Alain Finkielkraut de la place de la République, samedi 16 avril, a donné naissance à un débat animé parmi les participants...

Helene Sergent

La visite d'Alain Finkielkraut à NuitDebout samedi soir a déclenché un torrent de réactions. Il n'aura fallu en effet que de quelques heures, après la publication sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant le philosophe conservateur quittant la place de la République sous les insultes, pour que politiques, militants et journalistes s'emparent de la polémique.

Soucieux de cadrer le débat et de réaffirmer les principes partagés par le mouvement, une discussion publique s'est tenue, ce lundi après-midi, sur la place parisienne.



Des manifestants de "Nuit Debout" le 14 avril 2016 place de la République à Paris. - DOMINIQUE FAGET AFP

Assis en cercle sous un soleil printanier, une dizaine de sympathisants et participants à #NuitDebout sont rejoints, au fur et à mesure, par une petite centaine de badauds, citoyens curieux et anonymes. Comme lors des commissions et des assemblées générales, le temps de parole est réparti de façon équitable - pas plus de trois minutes par personne - et dans l'ordre des prénoms inscrits sur une liste mise à disposition. Léa, la jeune femme chargée de modérer le débat, propose à la foule de réagir rapidement à la polémique puis de proposer une réflexion collective pour prévenir ce type d'incidents.

**« On est tous le fasciste de quelqu'un ! »**

Pour Léo\*, il ne peut y avoir un traitement différent en fonction des idées de celles ou ceux qui viennent assister aux discussions : « On ne peut pas utiliser les mêmes outils que ceux que nous combattons. On peut acclamer Yanis Varoufakis tout en laissant parler Finkielkraut ou même Marine Le Pen à partir du moment où on peut démonter leurs argumentaires. » Derrière le jeune homme, Louise\* abonde : « On peut rejeter les idées d'une personne et il faut que cela se fasse dans le cadre d'un débat, mais rejeter une personne, un individu en se basant sur sa

biographie, sur ce qu'il est, c'est dangereux. »

Plus qu'une question de point de vue, certains pensent qu'il s'agit d'une nécessité pour assurer la bonne tenue d'une réflexion collective : « Si on veut contrer des idées, il faut que l'on puisse les laisser s'exprimer ! » ajoute Aurélie\*. Ne pas pouvoir assurer aux curieux qui ne partagent rien des valeurs ou des positions de #NuitDebout va à l'encontre de ce que tentent de construire les participants rappelle Nicolas\* : « Si on suit cette logique d'exclusion, n'oublions pas que nous sommes tous le fasciste de quelqu'un. » Des idées « nauséabondes »

Si l'immense majorité déplore le mal et le discrédit qu'ont jeté les images de Finkielkraut insulté sur la place parisienne, beaucoup tentent de relativiser : « Il est important de rappeler qu'il a pu assister aux débats de l'AG (Assemblée générale) pendant près d'une heure avant d'être invectivé. Les insultes sont le fait d'individus, pas de l'ensemble des milliers de personnes qui se trouvaient sur la place », tient à préciser une participante présente ce samedi soir.

Pour autant, certains jugent que les positions et les sorties réactionnaires du philosophe à

l'encontre des musulmans, de l'islam ou des jeunes banlieues, sont incompatibles avec l'objet du mouvement : « Je prône la tolérance mais je ferai toujours barrage aux gens qui sont là pour pourrir les débats et déverser des idées nauséabondes », a lancé Gaëlle\*. Pour Michel\*, le départ précipité d'Alain Finkielkraut n'est que l'expression de la démocratie : « A force d'être antidémocratique, la démocratie a fini par lui répondre ! ». Liberté d'expression, équité du temps de parole, poids du pouvoir médiatique et interrogations autour de la notion de violence, la réunion a duré plusieurs heures avant que des

### Charte et service d'ordre

Pour Marine\*, qui est l'une des dernières à prendre la parole, la solution est simple : « Là, visiblement ce monsieur ne s'est pas exprimé. Mais on peut considérer qu'à partir du moment où quelqu'un tient publiquement des propos racistes ou antisémites, il faut pouvoir intervenir ». Intervenir, c'est justement la mission des membres de la Commission « Accueil et Sérénité ».

Cependant l'objet de leurs interventions et les personnalités qu'ils sont chargés de raccompagner ou de calmer en cas de débordement n'ont pas été décidés de façon collective déplore Léo\* : « Quels sont les critères ? Qui a établi cette liste ? ». Pas question également de se voiler la face précise Léa, la modératrice du débat. « Il ne faut pas nier le fait que la violence vient parfois de personnes se revendiquant du mouvement », ajoute l'un des participants. Une violence que Luc a expérimentée le week-end dernier : « Lors d'un débat, une personne a qualifié l'homosexualité de 'luxé d'Occidental'. Pour l'homme homosexuel, originaire d'un milieu rural, que je suis, ça a été très dur à entendre », confie-t-il.

Rédiger une charte commune à tous les participants et la diffuser au maximum semble être la solution la plus partagée par les « Nuitdeboutistes » : « On accepte tout le monde, tant que ça n'empiète pas sur le droit, s'il n'y a ni propos condamnable par la loi ou des faits de violence ». A bon entendeur.

*\* Tous les prénoms ont été changés*

## IV) «Nuit Debout»: Alain Finkielkraut répond à ceux qui l'ont chassé

**RASSEMBLEMENT** Pour l'académicien, ce mouvement est « une bulle révolutionnaire lovée au milieu d'une ville complètement indifférente »...



Alain Finkielkraut à Matignon, le 25 janvier 2016. - SIPA

H. B.

Alain Finkielkraut sort de son silence. Après avoir été hué, injurié et chassé samedi soir de la place de la République par le collectif #NuitDebout, l'académicien a tenu ce lundi à répondre aux jeunes qui l'ont expulsé.

Dans un entretien publié dans Le Figaro, l'écrivain raconte l'agression verbale et les menaces dont il a fait l'objet.

« A peine arrivé, j'ai été interpellé par un homme qui semblait avoir mon âge : « On va voir le petit peuple, quelle décadence ! » Mon épouse, interloquée, l'a fusillé du regard. En réponse, il nous a tiré la langue, puis nous a ostensiblement tourné le dos », raconte l'écrivain au Figaro.

### « Une kermesse gauchiste sous cloche »

Refusant de se laisser décourager, il continue son chemin jusqu'à l'assemblée générale, et écoute même deux réquisitoires de cinq minutes chacun. Il décide ensuite de déambuler sur la place de la République, et c'est là que les insultes seraient devenues plus virulentes. « Une petite foule s'est formée, grondante et menaçante. Une femme particulièrement véhémement disait que je méritais d'être chassé à coups de latte. Comme je me retournais pour engueuler mes insulteurs, l'homme qui m'avait bousculé m'a craché au visage », explique Alain Finkielkraut.

L'écrivain livre ensuite son analyse sur ce mouvement. « On est entre soi à Nuit Debout. Sur cette prétendue agora, on célèbre l'Autre, mais on proscriit l'altérité. Le Même discute fiévreusement avec le Même », poursuit l'académicien, ajoutant : « #NuitDebout est une kermesse gauchiste sous cloche, une bulle révolutionnaire lovée au milieu d'une ville complètement indifférente. »



## V) Les petits patrons se rebiffent contre la loi El Khomri

Marie-Cécile Renault



Artisans, commerçants, professions libérales, s'estimant bâillonner par la loi El Khomri, ont lancé une campagne choc.

Trois organisations patronales - l'UNAPL, l'UPA et l'UDES - lancent une campagne pour demander le retrait de la loi El Khomri. Ils lui reprochent de modifier les règles de la représentativité patronale, en privilégiant les grands groupes au détriment des TPE-PME.

Les petites entreprises ne veulent pas se laisser bâillonner! Artisans, commerçants, professions libérales lancent une grande campagne de protestation contre la loi El Khomri, qu'ils accusent de vouloir les faire taire en donnant la parole aux seuls grands groupes. Avec une affiche choc mettant en scène des indépendants bâillonnés, l'Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL), l'Union professionnelle Artisanale (UPA) et l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) ont voulu

appeler à la mobilisation.

L'action des trois organisations se poursuit sur le web et les réseaux sociaux à partir du site [www.tpepmeendanger.fr](http://www.tpepmeendanger.fr). Les internautes et les utilisateurs de smartphone sont invités à déposer soit un selfie ou la photo de la vitrine d'une petite ou moyenne entreprise à laquelle ils tiennent. Cette photo rejoindra le mur des TPE-PME de France.

**«On donne le pouvoir aux gros en tuant les petits. C'est un casus belli inacceptable»**

*Michel Chassang, président de l'UNAPL*

Certes, l'article 19 de la loi du projet de loi El Khomri, modifiant les critères de représentativité patronale, qui a déclenché cette fronde, a été supprimé mercredi en commission des affaires sociales. Mais l'UNAPL, l'UPA et l'UDES craignent qu'il ne ressurgisse lors du débat du texte en séance publique le 3 mai. D'ici là, ils proposent au Medef et à la CGPME de se rencontrer pour trouver un accord, tout en tentant de rallier le maximum de députés à leur cause.

Ce fameux article 19 prévoit que le nombre d'entreprises adhérentes prises en compte pour la mesure de l'audience des organisations patronales - audience cruciale pour le partage du pouvoir et des fonds - soit pondérée par leur nombre d'adhérents (à hauteur de 20%) et par leur nombre de salariés (à hauteur de 80%). Soit l'option défendue par le Medef et la CGPME, qui se sont entendus sur ce sujet. Pour le Medef, une pondération par le nombre de salariés est indispensable afin d'éviter une balkanisation du dialogue social. Et surtout pour tenir compte du poids économique différent entre une multinationale et le garagiste du coin!

L'UPA, l'Udes et l'UNAPL voient les choses différemment. Ils veulent revenir au système, retenu dans la loi Rebsamen de 2015, où seuls comptent les adhérents. «Il y a une tentative pour donner le pouvoir aux gros en tuant les petits! On veut enfoncer les TPE et essayer de les faire disparaître du paysage social!», résume lapidaire, Michel Chassang, président de l'UNAPL. «Dans la branche construction, ce sera M. Bouygues qui fera la pluie et le beau temps. Pour toutes les épiceries, ce seront les grands de la distribution. Les 20 000 pharmaciens de France n'auront plus que leurs yeux pour pleurer car tout sera dirigé par une vingtaine de gros labos pharmaceutiques. C'est un casus belli inacceptable», poursuit-il.

Alors que les TPE-PME représentent 98% des entreprises en France, «le gouvernement s'apprête à réduire leur place dans les instances de représentation des entreprises, au profit du grand patronat qui ne rassemble que 2% des entreprises», protestent les trois organisations dans un communiqué commun. Craignant d'être écartées des instances du dialogue social, elles redoutent de ne plus pouvoir défendre leurs modes d'entrepreneuriat et leurs besoins spécifiques, différents de ceux des grandes entreprises.

<http://bcove.me/w3n6lzy1>

**LE FIGARO** · fr

## VI) François Hollande-Manuel Valls, ou la France du rien

Par Javier Valenzuela (InfoLibre)

**Le président et le premier ministre, en pliant face aux marchés, ont fait de la France un pays sans importance et sans idée, estime l'écrivain et journaliste espagnol Javier Valenzuela. L'exemple français illustre jusqu'à l'extrême la crise de la social-démocratie européenne.**

**J**avier Valenzuela est un journaliste et écrivain espagnol. Cet article a été publié ce mois-ci par tintaLibre, le mensuel papier du site d'information InfoLibre, partenaire de Mediapart. Nous avons choisi de le traduire et de le présenter aux lecteurs de Mediapart en raison du point de vue « extérieur » qu'il développe sur la France.

Si la France n'existait pas, il faudrait l'inventer. Je le dis d'avance et sans fard, afin de prévenir les lecteurs : je suis francophone et je considère indispensable la contribution de ce pays au

progrès universel des libertés et des droits depuis le siècle des Lumières jusqu'à la révolution de Mai 68, sans oublier la prise de la Bastille, la révolution de 1848 et la Commune de Paris. De plus, en tant qu'espagnol, latin et méditerranéen, je crois que la France est également nécessaire comme contrepoids au pouvoir anglais et allemand. Le général de Gaulle, qui avait refusé en 1940 la victoire de Hitler et qui s'était opposé à l'impérialisme américain au cours des années soixante, fait partie des Français que j'admire. Il n'est pas le seul... Quand ce crétin de Bush mettait le monde entier dans le nid de guêpes de l'Irak, je me suis davantage senti représenté par Jacques Chirac et Dominique de Villepin que par Aznar ou Ana Palacio.

Voilà la raison pour laquelle cela me désole de voir comment la France n'a eu de cesse de se rapetisser ces dernières années. Que cela se produise dans le secteur industriel, économique ou bien financier, ce phénomène est plus ou moins inévitable : le poids de sa démographie, de ses richesses naturelles et de ses capitaux est relativement faible comparé aux ressources des États-Unis, de la Chine, de la Russie ou même de l'Allemagne. Pendant les époques de de Gaulle et de Mitterrand, la France ne pouvait dissimuler le fait que ses ressources n'étaient pas au même niveau que ses ambitions. Mais de Gaulle et Mitterrand ont suppléé un tel déphasage, par le biais d'un mélange d'idées fertiles, d'un esprit rebelle, teinté de bravoure. C'est ce qui a fait la grandeur de ce pays.

Maintenant il ne reste rien. La France de François Hollande et de Manuel Valls est une nation pusillanime, d'où aucune idée originale n'émerge. Un pays devenu moins important à l'échelle européenne ou internationale. Une France qui n'ose plus élever la voix contre ceux qui, comme nous le savons tous, dirigent le monde. À l'image de la petitesse intellectuelle ainsi que morale de son président et de son premier ministre, la France de cette deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle se réduit dans l'immatériel, le spirituel.

À la veille de Pâques, la comédienne Sophie Marceau a refusé de recevoir la Légion d'honneur. Le motif ? Quelques jours avant, Hollande avait accordé cette distinction, la plus prestigieuse en France depuis le temps de Napoléon, au prince héritier d'Arabie saoudite, qui n'est autre que le responsable de plus de 70 exécutions qui se sont tenues les deux premiers mois de cette année. Tout cela sans oublier le poids idéologique et financier du régime de Riyad dans la propagation

de ce délire « salafiste » qui a ensanglanté Paris deux fois en 2015. La décision de Marceau était appropriée : elle ne pouvait pas se permettre d'être assimilée à un cheikh saoudien.

Je ne dis pas que la politique extérieure de la France a toujours été exemplaire au niveau démocratique. Elle a été une puissance coloniale et elle continue d'exercer une certaine politique néo-coloniale en Afrique. Trop souvent la France a succombé à la realpolitik et, activement ou passivement, a soutenu certaines dictatures. Au temps du Front populaire de Léon Blum, elle a su embrasser la politique anglaise de « non-intervention » face à la guerre civile espagnole, étouffant ainsi notre Deuxième République. C'était le temps où le gouvernement de Blum devait faire face à une cruelle opposition, tant à droite qu'à gauche, contre ses politiques sociales progressistes. Mais aujourd'hui, la France est inexcusable.

### **Piketty et la Légion d'honneur**

Sophie Marceau n'a pas été la seule personnalité française à refuser la Légion d'honneur. Au début de cette année, l'économiste Thomas Piketty, auteur du livre *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, ne l'avait pas non plus acceptée. Dans cet ouvrage, Piketty dénonce la croissante concentration de la richesse pour les uns et l'inégalité violente qui caractérise le capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui Piketty, qui par le passé était proche du PS, critique vivement la politique économique de Hollande et, en particulier, la trahison de sa promesse de mener à bien une réforme fiscale capable d'établir un impôt doté d'un véritable caractère progressif.

Quand en 2012 Hollande a gagné les élections face à Sarkozy, il promettait de retrouver le souffle de l'invincible village romain d'Astérix. L'Europe suivait déjà, avec une certaine cécité, le fondamentalisme économique de l'Allemagne de Merkel et les signes de la création de la richesse et de l'emploi étaient introuvables. Hollande, qui se vantait d'être un social-démocrate, jurait de résister à la pression de Merkel en exigeant la fin de l'austérité et en mettant en œuvre une politique d'encouragement à la croissance proche de celle d'Obama aux États-Unis.

Ses promesses n'ont pas même duré une semaine. Dès son premier entretien avec Merkel, Hollande a hissé le drapeau de l'austérité et, en imitant le vulgaire Rajoy, il a annoncé qu'il allait engager les contre-réformes nécessaires tout en

envisageant des salaires plus bas, des licenciements moins chers, des services sociaux plus détériorés, des bénéfices de sociétés plus élevés et des taxes moins lourdes pour les grandes fortunes. Qu'a pu lui dire Merkel lors de ce premier sommet bilatéral ? Peut-être que les marchés financiers pourraient mettre la France au bord de la faillite ? Nous pouvons supposer que, comme cela était arrivé à Zapatero en 2010, le message fut similaire. Ceux qui pensent que les votes démocratiques décident des politiques économiques des gouvernements européens ne sont que des rêveurs. Les Grecs se sont réveillés de ce rêve en 2015, quand la social-démocratie européenne, celle de Hollande, de Matteo Renzi et Pedro Sanchez, clamait que toute dette devait être payée. Dettes auprès des banques, bien entendu.

### **Décadence de la social-démocratie**

Quand Sophie Marceau a décliné la Légion d'honneur pour éviter d'être confondue avec l'épouse soumise d'un tyran saoudien, Hollande et Valls ont connu leurs premières manifestations de rue. Le pouvoir venait alors de lancer une réforme du droit du travail français, une proposition basée sur le modèle du Parti populaire (PP) en Espagne ! La thèse, c'est que les Français auraient vécu au-dessus de leurs moyens et qu'ils doivent être désormais plus dociles et plus rentables. Les entrepreneurs – locaux et internationaux – estiment qu'il serait alors possible d'investir aussi sur le territoire national, comme pour le Bangladesh.

Je me souviens de l'époque où les socialistes français refusaient le libre commerce alors basé sur la concurrence déloyale des pays qui ne respectaient pas les salaires minimums, les conditions de travail ou l'environnement. Je me souviens quand ils parlaient « d'européaniser » le monde. Cependant, nous nous trouvons devant des « socialistes » qui défendaient le modèle asiatique et la transformation du vieux continent en un colossal sweatshop.

Hollande et Valls illustrent la décadence de la social-démocratie en Europe. Si Jean Jaurès, l'honnête et courageux unificateur du socialisme français, sortait de sa tombe, il aurait une crise cardiaque en constatant que Hollande et Valls parlent en son nom. Parce que ce couple n'a pas seulement oublié ses engagements socio-économiques, il a également négligé les droits et les libertés.

## Valls, complexé

La réponse de Zapatero aux attentats djihadistes du 11-Mars à Madrid a été absolument opposée à celle de Bush après les attentats du 11-Septembre à New York. Il n'y a eu aucune volonté d'aventures militaires, absurdes et contre-productives, à l'étranger en cherchant à satisfaire une soif de vengeance. Cela n'a pas plus laissé la place à des réductions supplémentaires des droits et des libertés. Zapatero n'a pas cherché à diaboliser une quelconque communauté pour en faire un bouc émissaire qui réduirait la responsabilité du gouvernement en place, concernant la liberté et la sécurité.

Il s'agissait de sages décisions: l'Espagne n'a pas été la cible d'une nouvelle sauvagerie djihadiste pendant les huit années de Zapatero au gouvernement. Durant cette période, l'efficacité de la police et des services de renseignement a été améliorée – de la meilleure façon possible, discrètement –, tout en bénéficiant d'une collaboration des communautés musulmanes locales et de l'aide des pays musulmans amis dans le but de détecter les risques potentiels.

Que pouvons-nous dire de Manuel Valls ? Il est vraiment difficile de résister à la tentation de le comparer à Pierre Laval, ce politicien des années 1930-1940 qui avait commencé sa carrière comme socialiste puis qui, par pragmatisme, s'est retrouvé premier ministre aux côtés du maréchal Pétain sous le régime de Vichy, devenant ainsi un personnage-clé au moment de négocier avec les nazis. Laval fut fusillé, condamné pour trahison à l'automne 1945.

Valls semble être l'exemple classique de celui qui accumule de nombreux complexes. Puisque son père était lui-même immigrant espagnol, il doit prouver qu'il est plus français que Vercingétorix. Puisqu'il a la carte du Parti socialiste, il doit prouver qu'il est plus favorable à l'augmentation des bénéfices des entreprises que Bernard Arnault lui-même, propriétaire du groupe LVMH. Nous ne devons pas oublier la réaction du premier ministre français après les attentats de Paris du 13 novembre: la mise en place de l'état d'urgence puis l'opération de Saint-Denis, au cours de laquelle, selon l'enquête de Mediapart, la police aurait tiré jusqu'à 1.500 balles face aux 11 djihadistes, lors de laquelle, finalement, il n'y aurait pas eu de « terroriste suicidaire ».

Après cela, Valls a adopté le ton belliciste de Bush : « Nous sommes en guerre », ajoutant

même à cela, sa proposition de déchéance de nationalité contre les Français issus de l'immigration. Finalement, Hollande a du renoncé à cette mesure. Il faut savoir que l'hypothèse d'une telle mesure en France n'avait pas été envisagée depuis le maréchal Pétain et Laval. Période pendant laquelle la déchéance de la nationalité avait été appliquée aux juifs de nationalité française et c'est ce qui a facilité leur déportation vers les camps d'extermination nazis. Dans ce contexte régressif, même la ministre de la justice, Christiane Taubira, a fini par démissionner.

Faut-il se rappeler que le premier parti politique qui a proposé une telle mesure n'est autre que le Front national ? Devons-nous être surpris, quand il s'agit de choisir entre la copie et l'original... et qu'un pourcentage de plus en plus important de Français soutient Le Pen ? Faut-il se rappeler que l'extrême droite a toujours été présente en France ? Oui, la France est aussi le pays antisémite d'Édouard Drumont et de l'affaire Dreyfus, de Charles Maurras et son Action française, des ligues des années 1930 et de La Cagoule, du maréchal Pétain, Laval et Vichy, de l'Algérie française et de l'OAS...

Le coup le plus bas contre cette France si nécessaire a bien été celui porté par Manuel Valls quand, en parlant des attentats terroristes, il a assuré que le fait « d'expliquer est déjà excuser ». Essayer de trouver les causes de la naissance et de l'extension de la peste voudrait donc dire que nous l'excusons, la justifions ? Sur la base de la meilleure tradition de la rationalité française, nous sommes assurés du contraire : nous ne pouvons pas éradiquer la peste si nous ne savons d'où elle provient et comment elle se propage. La France, avec de tels dirigeants, est un coq sans tête.

Traduction et édition: Irene Casado Sánchez

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VII) Les élus PS d'Arcueil quittent le parti socialiste



La semaine dernière, les élus PS d'Arcueil (dans la majorité avec le maire EELV Daniel Breuiller), avaient poussé un coup de gueule suite à la nomination au Secrétariat national du parti de Benoit Joseph-Onambe, avec qui le conflit est ouvert depuis plusieurs années. Ce lundi 18 avril, à l'issue d'un bureau national du parti, ils ont décidé de quitter le PS.

Il n'y a donc plus de groupe PS à Arcueil, celui-ci vient d'être dissous. Les ex-élus PS indiquent qu'ils appelleront prochainement à la constitution d'un nouveau groupe, et que, même sans parti, ils resteront « plus que jamais mobilisés et engagés pour la ville et les Arcueillais. »

« Nous avons interpellé lundi dernier, 11 avril 2016, Jean-Christophe Cambadélis, 1er secrétaire du Parti socialiste, Jonathan Kienzen, 1er secrétaire fédéral et les élus de la circonscription à la suite de la nomination par le Conseil national du PS réuni le 9 avril 2016 de Benoît-Joseph Onambe au poste de secrétaire national adjoint aux relations Nord-Sud. Dans un courrier accompagné de pièces justificatives nous y dénonçons les dysfonctionnements statutaires, politiques et éthiques qui entachent la vie des socialistes d'Arcueil. Nous dénonçons en particulier le manque de mobilisation et de participation à la vie locale et aux campagnes électorales ainsi que l'ambiance délétère et de violence qui y règne. Nous avons appelé le Bureau national du PS à prendre toute la mesure de la situation et à en tirer les solutions en conséquence. A l'issue du Bureau national réuni ce jour, lundi 18 avril 2016, aucune réponse ne nous a été apportée pour clore cet épisode. Nous refusons de cautionner cette promotion imméritée et illégitime. Nous refusons aussi de cautionner un appareil incapable de condamner des dérives intolérables. Nous en tirons donc toutes les conséquences et décidons, en responsabilité, de nous mettre en retrait du Parti socialiste », motivent les élus.

Les 4 ex-élus PS d'Arcueil signataires de cette déclaration sont Sophie Lericq, Constance Blanchard, Ludovic Sot et Juliette Mant. Le 5e élu est Philippe Mauguin.



Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**